Burundi : l'opposition interdite de réunions et meetings

@rib News, 09/06/2010 â€“ Source AFPLe gouvernement a interdit Ã l'opposition de faire campagne pour l'Ã©lection prÃ©sidentielle du 28 juin, tous les candidats des partis d'opposition ayant retirÃ© leur candidature, a rapportÃ© mercredi la radio nationale."Seuls sont autorisÃ©s Ã participer Ã la campagne (pour la prÃ©sidentielle) les partis qui ont prÃ©sentÃ© un candidat, en l'occurrence le parti CNDD-FDD (au pouvoir)", a dÃ©clarÃ© le ministre de l'IntÃ©rieur, Edouard Nduwimana, dont les propos sont rapportÃ©s mercredi par la radio nationale.
"Tous les partis qui ne participent pas Ã cette Ã©lection ne sont pas autorisÃ©s Ã tenir des rÃ©unions et des meetings politiques", a soulignÃ© M. Nduwimana.Six candidats de l'opposition, affirmant que les Ã©lections communales remportÃ©es fin mai par le parti au pouvoir avaient Ã©tÃ© entachÃ©es de "fraudes massives", se sont retirÃ© la semaine derniÃ¨re de la course Ã la prÃ©sidentielle, qu'ils estiment par avance "truquÃ©e".Le chef de l'Etat sortant, Pierre Nkurunziza, Ã©galement Ã l tÃªte du CNDD-FDD (Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie), est l'uniqu candidat en lice pour ce scrutin."Certains partis politiques ont dÃ©cidÃ© de se retirer de l'Ã©lection prÃ©sidentielle. C'est leur droit (...). Mais demander Ã la population de ne pas participer aux Ã©lections, c'est dÃ©nigrer le processus Ã©lectoral", a justifiÃ© le ministre de l'IntÃ©rieur."Je demande donc aux gouverneurs de province et aux autoritÃ©s administratives de faire respecter cette consigne", a-t-il ajoutÃ©, aprÃ¨s avoir rencontrÃ© mardi les 17 gouverneurs du pays pour les informer de ces mesures.Les partis d'opposition n'ont pas le droit d'arborer leurs insignes et leurs couleurs pendant la campagne (qui dÃ©bute le 11 juin pour deux semaines), a prÃ©cisÃ© M. Nduwimana.Il y a deux jours, des responsables de l'Alliance dÃ©mocratique pour le changement au Burundi (ADC), coalition mise en place par 13 partis politiques d'opposition qui rejettent les rÃ©sultats des communales, avaient annoncÃ© leur intention de faire campagne pour que les Ã©lecteurs burundais ne participent pas Ã la prÃ©sidentielle.